

Les personnels et étudiant-e-s UT2J, syndiqué-e-s et non-syndiqué-e-s mobilisé-e-s



et les personnels UNSA BIATSS UT2J

NON à UNITI 2018

Toulouse, lundi 19 février 2018

Nous prenons ici la parole au nom des personnels, enseignants-chercheurs, chercheurs, BIATSS et étudiants de l'Université Jean Jaurès qui, en grève depuis plusieurs semaines et réunis en Assemblée Générale depuis le 14 décembre, protestent contre le déni de démocratie que constitue la décision du Président Daniel Lacroix d'associer l'UT2J à ce projet UT/IDEX. C'est en faisant valoir sa voix prépondérante lors du Conseil d'Administration du 12 décembre 2017 que le Président a fait pencher le vote vers un OUI au projet alors que les résultats de la consultation qu'il a lui-même organisée dans notre université – résultats qu'il s'était engagé à respecter (62% des personnels et 94% des étudiant-e-s se sont prononcé-e-s contre le projet, cf. annexes 1 et 2) – ont clairement montré que l'opposition au projet est majoritaire dans notre communauté.

Nous rappelons que depuis ce jour :

- Le vote du dossier UT/IDEX au Conseil d'Administration de l'UT2J, qui a eu lieu au rectorat sous protection policière, a été effectué sans débat. Aujourd'hui, la majorité des élus du CA s'affiche clairement contre ce projet.
- Un recours en annulation a été déposé auprès du Tribunal Administratif, au regard des conditions dans lesquelles le vote du Conseil d'Administration de l'UT2J a été effectué. La procédure est en cours.
- Le vote du dossier UT/IDEX au Conseil d'Administration de l'Université fédérale de Toulouse-Midi-Pyrénées n'a pas pu se tenir : la consultation électronique improvisée en lieu et place ne peut avoir valeur règlementaire.
- La grève des personnels votée en AG le 14 décembre et à laquelle les étudiants avec leurs syndicats se sont associés dès le 15 décembre, rentre aujourd'hui dans sa cinquième semaine pour ce qui concerne

le second semestre. Dans certaines composantes, c'est l'ensemble des services administratifs qui est à l'arrêt.

- Les Conseils centraux de l'Université (Conseil d'Administration, Commission Formations et Vie Universitaire, Comité Technique d'Établissement ...) ne peuvent, quant à eux, se tenir normalement depuis huit semaines. Le budget de l'Université n'est toujours pas voté.
- Quatre Vice-Présidents de l'équipe présidentielle (la Vice-Présidente du Conseil d'Administration ; le Vice-Président délégué Moyens et Prospective ; le Vice-Président délégué Vie Universitaire, le Vice-Président délégué Patrimoine) ainsi que le Vice-Président Étudiant ont récemment démissionné de leurs fonctions pour marquer leur désaccord avec la position du Président Daniel Lacroix.

Pourquoi nous opposons-nous ainsi au projet UT/IDEX ?

- Nous nous opposons à ce projet parce qu'il s'inscrit dans un dispositif plus général, celui de l'« autonomie » des établissements aggravé par celui des Programmes d'Investissement d'Avenir, qui met en concurrence les établissements et produit délibérément, au plan national, des inégalités structurelles durables : inégalités entre territoires, inégalités entre universités, et, partant, inégalités entre étudiants. La mise en place de ces inégalités est incompatible avec la mission de Service Public de l'Université.
- Nous nous opposons à ce projet parce qu'il prévoit, pour l'Université de Toulouse, un mode de gouvernance qui, à travers des mesures telles que la perte à termes de la personnalité morale et juridique pour certains établissements, ou encore l'instauration d'un Conseil d'Administration Stratégique réduit à 30 membres parmi lesquels seulement 16 seraient des élus, remet en question les fondements mêmes de la démocratie universitaire et la capacité de nos établissements à conduire leur politique de formation et de recherche
- Nous nous opposons à ce projet parce qu'il ne dit rien de la politique des Ressources Humaines et des réorganisations (remise en cause de l'accord de site existant fixant les conditions de travail des BIATSS, mutualisations, fusions, disparition potentielle de certains services) qui affecteront les postes et les conditions de travail des personnels BIATSS et n'amélioreront pas les conditions d'études des étudiants ; ces perspectives n'ont pas été discutées, au mépris de toute concertation.
- Nous nous opposons à ce projet parce qu'il soutient une concurrence entre les équipes de recherche à la poursuite de labellisations (labels en « ex », « pépites » et autres...), gages de financements : cette mise en concurrence sape le fondement même du travail scientifique fait d'échanges et de coopérations désintéressés.
- Nous nous opposons à ce projet parce qu'il subordonne les efforts et orientations de recherche de ces équipes à quelques axes prioritaires stratégiques, définis en dehors de beaucoup d'entre elles, notamment en Sciences Humaines et Sociales : elles ne peuvent s'y reconnaître et ne pourront y être (éventuellement !) reconnues qu'à la condition de calibrer leurs questionnements et objets de recherche en fonction de cadrages exogènes. Cette condition remet en question le mouvement même de l'élaboration et du développement des savoirs qui suppose l'indépendance de la recherche et l'ouverture, sans restriction, de ses questionnements.

Comme toute institution, l'Université doit se renouveler pour rester une institution vivante : notre critique

du dossier UT/IDEX n'est pas un plaidoyer pour le statu quo ou l'expression, trop facilement évoquée, d'une « résistance au changement ».

Pour nous, la transformation de l'Université est nécessaire : non pas pour répondre à des visées d'adaptation à une économie et un marché mondialisés, mais pour affirmer et rendre effectives, face aux réformes qui les mettent à mal depuis des années, sa mission d'émancipation des personnes et sa responsabilité – qui suppose son indépendance - dans la construction, la transmission et la critique des savoirs.

Pour nous, les ressorts d'une transformation de l'Université ne résident pas dans des dispositifs technocratiques et des réformes imposées à marche forcée en jouant du ressort de la course aux financements. Pour nous, ces ressorts résident dans l'octroi à TOUS les établissements d'enseignement supérieur et de recherche des moyens dont ils ont besoin pour fonctionner et dans la mobilisation des forces créatrices qui existent en leur sein. Ces forces, portées par les hommes et les femmes qui font l'Université au quotidien et qui sont l'Université, constituent des ressources dont certaines sont aujourd'hui instrumentalisées et d'autres délibérément ignorées. Ainsi :

- la force de l'engagement des personnels universitaires dans la réalisation d'un travail de qualité pour que leurs établissements puissent continuer à assurer leur mission de service public : un travail qu'ils maintiennent à ce haut niveau d'exigence en dépit de la dégradation continue des conditions d'exercice et au prix, de plus en plus souvent, de la dégradation de leur santé;
- la capacité de ces professionnels de terrain, dans les services et les laboratoires, à réfléchir sur leurs pratiques, sur le réel de leur travail, sur le sens des difficultés qu'ils y rencontrent, et leur capacité à élaborer au sein de leurs collectifs de travail des voies de développement et de transformation de leur milieu professionnel ;
- les attentes fortes et citoyennes des étudiants – et leur force de proposition - à l'égard d'une formation universitaire qui leur donne les outils d'analyse critique des savoirs et des milieux dans lesquels ils sont appelés à s'insérer ou sont déjà insérés : outils les mieux à même de faire d'eux de véritables acteurs du monde à venir capables de faire face, professionnellement, à des situations de natures différentes.

**La communauté universitaire de l'université Toulouse – Jean Jaurès
REJETTE le projet IDEX/UT (UNITI 2018). La fusion / intégration ne
peut donc pas se faire.**

**Nous demandons à ce que ce document soit joint au rapport
d'audition du Jury IDEX d'aujourd'hui, Lundi 19 février 2018.**